

Convention collective départementale

IDCC : 923. – **MÉTALLURGIE DE LA CHARENTE-MARITIME**
(27 décembre 1976)

(Etendue par arrêté du 20 janvier 1979,
Journal officiel du 18 mars 1979)

AVENANT DU 15 DÉCEMBRE 2005
RELATIF AUX SALAIRES 2005-2006
NOR : ASET0650240M
IDCC : 923

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie de la Charente-Maritime (UIMM 17),

D'une part, et

Le syndicat des métaux de la Charente-Maritime CFE-CGC ;

Le syndicat des métaux de la Charente-Maritime CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les taux garantis annuels prévus par l'avenant du 19 avril 1991 conclu entre l'union des industries et métiers de la métallurgie de la Charente-Maritime (UIMM 17) et les syndicats CFDT et FO des métaux de la Charente-Maritime sont fixés pour l'année 2005 par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituant la rémunération annuelle effective garantie (RAEG) en dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement.

Le présent barème est établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, soit 151,67 heures, par mois.

Le présent barème sera adapté proportionnellement à l'horaire de travail effectif auquel est soumis le salarié.

Article 2

La valeur du point qui détermine les salaires minimaux hiérarchiques, base de calcul des primes d'ancienneté, est fixée à compter du 1^{er} janvier 2006 à 4,80 €.

Le barème, applicable à compter du 1^{er} janvier 2006, est annexé au présent avenant.

Ce barème tient compte des majorations des salaires minimaux hiérarchiques des ouvriers (5 %) et de celles des salaires minimaux hiérarchiques des agents de maîtrise d'atelier (7 %) prévues par la convention collective de la métallurgie du département de la Charente-Maritime.

Pour le calcul de la prime d'ancienneté, en cas de réduction de la durée du travail résultant de la loi du 13 juin 1998 ou de la loi du 19 janvier 2000, l'application du nouveau barème des rémunérations minimales hiérarchiques base 35 heures ne pourra, pour les bénéficiaires d'une prime d'ancienneté à la date de la signature du présent accord, entraîner une baisse de ladite prime d'ancienneté. Cette disposition ne s'applique pas aux entreprises ayant déjà, lors du passage à 35 heures, opéré pour la prime d'ancienneté une compensation financière quelle qu'en soit la forme.

Article 3

Le présent avenant sera déposé à la direction du travail et de l'emploi de la Charente-Maritime ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de La Rochelle dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 4

Les parties signataires décident de demander l'extension du présent accord.

Fait à La Rochelle, le 15 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des taux garantis annuels applicable pour l'année 2005

Barème, base 151,67 h pour un horaire hebdomadaire
de travail effectif de 35 heures

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	REG (en euros)
V	3	395	25 350
	2	365	23 350
	1	335	21 660
	1	305	19 660
IV	3	285	18 180
	2	270	17 220
	1	255	16 270
III	3	240	15 350
	2	225	14 800
	1	215	14 650
II	3	190	14 500
	2	180	14 460
	1	170	14 400
I	3	155	14 300
	2	145	14 255
	1	140	14 235

Rémunérations minimales hiérarchiques

Valeur du point : 4,80 €, à compter du 1^{er} janvier 2006

Base 35 heures, soit 151,67 heures

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF- FICIENT	OUVRIER	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT de maîtrise
I	1	140	1 672,00	672,00	
	2	145	2 696,00	696,00	
	3	155	3 744,00	744,00	
II	1	170	P 1 816,00	816,00	
	2	180		864,00	
	3	190	P 2 912,00	912,00	
III	1	215	P 3 1 032,00	1 032,00	AM 1 1 032,00
	2	225		1 080,00	
	3	240	TA 1 1 152,00	1 152,00	AM 2 1 152,00
IV	1	255	TA 2 1 224,00	1 224,00	AM 3 1 224,00
	2	270	TA 3 1 296,00	1 296,00	
	3	285	TA 4 1 368,00	1 368,00	AM 4 1 368,00
V	1	305		1 464,00	AM 5 1 464,00
	2	335		1 608,00	AM 6 1 608,00
	3	365		1 752,00	AM 7 1 752,00
	4	395		1 896,00	AM 8 1 896,00

Conformément à l'accord du 7 juillet 1980, intégrant les dispositions de l'accord national du 30 janvier, relatif à des garanties applicables aux ouvriers dans notre convention collective, les ouvriers bénéficient d'une majoration de 5 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques, selon le barème suivant :

OUVRIERS

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF- FICIENT	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	MAJORATION	RÉMUNÉRATION minimale y compris la majoration
I	1	140	672,00	33,60	705,60
	2	145	696,00	34,80	730,80
	3	155	744,00	37,20	781,20
II	1	170	816,00	40,80	856,80
	2	180			
	3	190	912,00	45,60	957,60
III	1	215	1 032,00	51,60	1 083,60
	2	225			
	3	240	1 152,00	57,60	1 209,60
IV	1	255	1 224,00	61,20	1 285,20
	2	270	1 296,00	64,80	1 360,80
	3	285	1 368,00	68,40	1 436,40

Conformément à l'article 3 du 7 juillet 1980, intégrant les dispositions de l'accord national du 30 janvier 1980, modifiant le protocole d'accord de septembre 1974 dans notre convention collective, les agents de maîtrise bénéficient d'une majoration de 7 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques.

Le barème à utiliser pour les agents de maîtrise est le suivant :

AGENTS DE MAÎTRISE D'ATELIER

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF-FICIENT	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	MAJORATION	RÉMUNÉRATION minimale y compris la majoration
	1	215	1 032,00	72,24	1 104,24
	3	240	1 152,00	80,64	1 232,64
	1	255	1 224,00	85,68	1 309,68
	3	285	1 368,00	95,76	1 463,76
V	1	305	1 464,00	102,48	1 566,48
	2	335	1 608,00	112,56	1 720,56
	3	365	1 752,00	122,64	1 874,64
	4	395	1 896,00	132,72	2 028,72